

LA SOCIÉTÉ RADIO-CANADA

M. Guy Saint-Julien (Abitibi): Monsieur le Président, le geste de Radio-Canada n'est pas différent de celui qu'avait pris Radio-Québec en 1986 en fermant ses neuf centres de production régionale et, plus tôt cette année, son bureau de Gaspé.

Quant à l'endroit où doivent être effectuées les coupures, la responsabilité en revient uniquement au président et aux autorités de Radio-Canada. Qu'ils ouvrent leurs livres de comptabilité pour que les députés et le public québécois puissent prendre connaissance des recettes et des dépenses.

Monsieur le Président, au lieu de crier après les députés conservateurs de l'Est du Québec, le député péquiste, M. Jean Garon, au Québec, devrait nous expliquer, à nous Québécois, ce qu'il aurait dû faire pour empêcher la fermeture des stations régionales de Radio-Québec. Ce message concerne aussi le NPD fédéral et québécois.

* * *

[Traduction]

LE MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE

M. Al Horning (Okanagan-Centre): Monsieur le Président, la semaine dernière, le député d'Okanagan-Ouest à l'Assemblée législative de la Colombie-Britannique, M. Cliff Serwa, qui est de ma circonscription fédérale, a été nommé ministre de l'Environnement de sa province.

Je connais M. Serwa depuis de nombreuses années et je sais qu'il s'acquittera de ses fonctions de façon remarquable, qu'il a hâte de travailler avec le ministre fédéral de l'Environnement à la mise en oeuvre du Plan vert.

Je sais que tous les députés se joignent à moi pour souhaiter à M. Serwa de réussir dans cette nouvelle entreprise.

* * *

[Français]

LA SOCIÉTÉ RADIO-CANADA

M. Cid Samson (Timmins—Chapleau): Monsieur le Président, à Moncton aujourd'hui près de 2 000 Acadiens vont manifester pour protester contre les coupures à Radio-Canada. Ces coupures feront que la participation

Article 31 du Règlement

de jeunes Acadiens aux Jeux de l'Acadie passera sous silence, ou presque.

Dans ma circonscription de Timmins—Chapleau, nous avons perdu notre voix, et notre isolation est encore plus évidente. Le gouvernement est en train de dépenser plusieurs millions de dollars sur une commission sur l'unité nationale. Pourtant, le ministre des Communications de son côté ne fait rien pour empêcher les coupures du réseau de Radio-Canada, un des outils nécessaires pour favoriser le dialogue et la compréhension entre Canadiens.

Pour les francophones hors Québec, ces coupures les laissent encore plus isolés et vulnérables. Si le premier ministre était sincère dans ses efforts pour promouvoir l'unité nationale, il devrait s'assurer que son gouvernement l'appuie et cesse de défaire par la porte d'en arrière ce que le premier ministre prêche sur le perron d'en avant.

* * *

[Traduction]

LES HEBDOMADAIRES RURAUX

M. Maurice Foster (Algoma): Monsieur le Président, les hebdomadaires ruraux jouent un rôle capital dans nos collectivités, dans nos provinces et dans notre pays. En communiquant l'information au sein de la collectivité, en faisant connaître à leurs lecteurs la politique et les programmes du gouvernement, ils sont au coeur de la collecte et de la diffusion des nouvelles.

La semaine dernière, le gouvernement Mulroney leur a déclaré la guerre en haussant sensiblement le tarif postal et les impôts qu'ils doivent payer. À cause de cela, les coûts d'un hebdomadaire de ma circonscription vont augmenter de plus de 350 p. 100.

Pour le *Manitoulin Expositor*, un hebdomadaire de l'île Manitoulin, les frais d'affranchissement, ajoutés à la TPS, passeront de 17 000 \$ cette année à 57 000 \$ l'année prochaine. C'est une hausse excessive pour ce journal. Je suis sûr que de nombreux hebdomadaires ruraux cesseront de publier l'année prochaine à cause de cette nouvelle taxe et des hausses du tarif postal.

Je demande donc au gouvernement de cesser d'exterminer nos hebdomadaires ruraux, d'éliminer cette taxe et d'annuler ces augmentations de taxes et du tarif postal.